



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
www.unesco.ca



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**MICHÈLE S. JEAN NOMMÉE À LA PRÉSIDENTCE
DE LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO**

Ottawa, le 23 mars 2006 Michèle S. Jean, chercheure invitée au Centre de recherche en droit public de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal, a été nommée présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture).

Mme Jean occupait le poste de vice-présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO depuis 2002. Elle est bien connue au Canada et sur la scène internationale pour avoir présidé le Comité international de bioéthique (CIB). Le CIB est composé de 36 experts indépendants nommés par le Directeur général de l'UNESCO qui encadrent les progrès des recherches dans les sciences de la vie et leurs applications en veillant au respect des principes de dignité et de liberté de la personne humaine. Le travail réalisé par le CIB a mené à l'adoption par la 33^e Conférence générale de l'UNESCO, en 2005, de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme.

De 2000 à 2005, Mme Jean est conseillère en développement de programmes à la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal. De 1998 à 2000, elle est conseillère spéciale auprès du ministre des Affaires étrangères (Santé et Affaires sociales) en affectation à la Mission du Canada auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Elle a occupé auparavant le poste de sous-ministre à Santé Canada de 1993 à 1998.

De 1980 à 1982, Mme Jean préside la Commission d'étude sur la formation professionnelle et socioculturelle des adultes (Québec), avant de devenir experte-conseil à l'Institut international de la planification de l'éducation (IIPÉ) à Paris. En 1984, elle est nommée sous-ministre adjointe et directrice générale du Secteur de la formation professionnelle au ministère québécois de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu. En 1988, Mme Jean devient directrice exécutive des Services d'emploi au ministère fédéral d'Emploi et Immigration. En 1990, elle est nommée sous-ministre déléguée et vice-présidente de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada au même ministère. Elle devient sous-secrétaire d'État en 1992. L'une des dix « Femmes de l'année » du Québec en 1979, elle est nommée « Femme de carrière de l'année » du Collège

O'Sullivan de Montréal en 1981. Mme Jean est l'auteure de plusieurs livres et publications.

Mme Jean a participé à plusieurs rencontres internationales sur la formation au marché du travail, l'éducation des adultes et la recherche sur le vieillissement tant en Argentine et en Europe qu'en Chine et au Canada. En 1995, l'Université Concordia lui décerne un doctorat honorifique en droit.

La nomination de Mme Jean à la présidence a été décidée par le Comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO, en collaboration avec le Conseil des Arts du Canada dont la Commission est une division. Le Comité exécutif a également nommé Martha B. Stone, une spécialiste des sciences de l'information et de la communication et partenaire principale chez Moenston Associates à Ottawa, à la vice-présidence de la Commission.

La Commission a également élu Marie Battiste, de Saskatoon, et Paul Black, de Halifax, à son Comité exécutif lors de son Assemblée générale annuelle tenue à Montréal, du 16 au 18 mars 2006. Mme Battiste est une éducatrice Mi'kmaq et la coordonnatrice de l'Indian and Northern Education Program du Department of Educational Foundations de l'Université de la Saskatchewan. M. Black est directeur de la recherche au Cabinet du chef de l'Opposition et du Nouveau Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse.

La Commission canadienne pour l'UNESCO sert de tribune aux gouvernements de même qu'à la société civile et cherche à promouvoir la participation d'organisations et de particuliers canadiens aux activités de l'UNESCO dans les domaines relevant de son mandat, à savoir l'éducation, les sciences naturelles et sociales, la culture, la communication et l'information. La Commission célèbre cette année son 50^e anniversaire de fondation. Elle compte près de 400 membres institutionnels et individuels à travers le Canada.

-30-

Source : Katherine Berg
Conseillère spéciale auprès du secrétaire général
Commission canadienne pour l'UNESCO
1-800-263-5588 ou (613) 566-4414, poste 5207